

Acteurs, histoire, territoires et la recherche d'une économie politique d'un développement durable

Jean-Philippe PEEMANS¹

Les rapports sur le développement dans le monde (RDM) 2008 et 2009 de la Banque mondiale ont tenté de définir les contours d'une nouvelle orthodoxie autour du rôle des campagnes et des villes dans le développement. Ce sont des documents qui proposent une vision forte (surtout le rapport 2008) de ce que devraient être la nature et la place des acteurs dans une géographie socio-économique d'un développement entendu comme l'adaptation des espaces ruraux et urbains aux exigences de la compétitivité globale. Il est intéressant de noter que ces rapports ont été accueillis par une vague de critique inhabituelle et particulièrement vigoureuse de la part de chercheurs connus dans les domaines des questions agraires et urbaines.

La première partie situera les lignes de force des débats autour des deux rapports précités. La deuxième rappellera combien les rapports entre acteurs et territoires ont occupé une place centrale dans l'évolution de la théorisation du développement. On évoquera aussi la dimension historique qui a joué un rôle important dans les diverses lectures et réalités de l'articulation entre territoires, entre villes et campagnes, dans le temps long du développement, au Nord et au Sud. Enfin, dans la dernière partie, seront indiquées quelques pistes qui donnent une importance particulière à la dimension territoriale, dans la recherche d'une nouvelle "économie politique d'un développement durable".

1. ACTEURS, HISTOIRE ET TERRITOIRES DANS LES RAPPORTS SUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA BANQUE MONDIALE 2008 ET 2009

Les rapports 2008 et 2009 de la Banque mondiale mettent en exergue les conceptions récentes de l'institution sur l'avenir du développement rural et urbain au Sud. La dimension territoriale y est donc bien présente, et en outre il

¹ Professeur ordinaire émérite, Université Catholique de Louvain, (UCL), Louvain la Neuve, Belgique. jean-philippe.peemans@uclouvain.be

y a, particulièrement dans le rapport de 2008 sur la place de l'agriculture dans le développement, une vision des acteurs qui sont appelés à jouer un rôle central dans les transformations du monde rural. Le dernier RDM consacré au thème agriculture et développement datait de 1982.

1.1 *les acteurs du développement rural dans le RDM 2008*

Le RDM 2008 approche, dans une perspective optimiste, les nouvelles opportunités qui s'offrent, selon lui, pour relancer des politiques actives en faveur de l'agriculture dans les pays en développement (PED). Les raisons de cet optimisme tiennent aux progrès de la gouvernance et au rôle accru du secteur privé dans la chaîne de valeur agricole. De nouveaux acteurs puissants et dynamiques animent désormais la chaîne agro-alimentaire, et ils ont intérêt à voir une agriculture prospère se mettre en place (Banque mondiale, 2008, 23-26). L'axe du rapport est centré sur la nécessité d'augmenter la productivité agricole, qui est le meilleur vecteur pour l'augmentation des revenus en régions rurales, et la continuation du mouvement de la réduction de la pauvreté qui serait déjà en cours. Le moyen de promouvoir l'augmentation de la productivité est d'intégrer les petits producteurs dans les chaînes de valeur les plus prometteuses à l'échelle nationale et internationale, particulièrement dans les domaines de l'élevage et de l'horticulture qui sont les secteurs à forte croissance. Les entreprises agro-alimentaires et les grandes chaînes de distribution sont les vecteurs dynamiques de ces chaînes de valeur, et le rôle de l'État est de les stimuler par des incitations appropriées à l'investissement, et de promouvoir des synergies entre ces acteurs et les producteurs agricoles².

L'État peut également favoriser la collaboration entre le secteur privé et les organisations de la société civile susceptibles d'encadrer les petites exploitations pour les aider à s'adapter aux normes techniques et de qualité exigées pour une intégration compétitive dans la chaîne de valeur. Les groupements de petits producteurs doivent être soutenus si ils constituent des instruments d'éducation au marché et à la productivité. Mais lorsque les petits producteurs s'avèrent non compétitifs, il vaut mieux soutenir l'émergence de fermes commerciales qui leur offriront de l'emploi salarié et contribueront ainsi à la réduction de la pauvreté en région rurale³.

² Le RDM 2008 reprend les thèmes classiques de la Banque mondiale. Il insiste sur la nécessité d'éviter toute politique protectionniste de l'agriculture qui menace la compétitivité des secteurs non agricoles. Une politique de libéralisation et d'ouverture des marchés de produits alimentaires est une politique "*pro-poor*". Il faut rejeter des politiques de subsides mobilisant des fonds publics au détriment d'investissements dans des activités plus rentables.

³ Dans le RDM 2008, l'État est encouragé à mettre en œuvre des réformes foncières qui permettront de transférer la terre aux producteurs les plus efficaces, tout en favorisant une plus grande mobilité de la main-d'œuvre rurale. En outre, il faut favoriser l'implantation d'industries en région rurale ou dans les villes secondaires, et surtout stimuler l'émigration

Bien que présenté comme novateur, le RDM 2008 a suscité un grand scepticisme, voire des critiques radicales, remettant en cause l'ensemble de son approche des problèmes du monde rural au Sud. Vu le caractère limité de cette contribution, on se bornera à rappeler les principaux arguments avancés, qui ont été synthétisés dans un numéro spécial d'une des principales revues consacrées au développement rural⁴.

1.2 *Les critiques du RDM 2008*

La plupart des critiques ont souligné que le RDM 2008 était plus préoccupé par le rôle du secteur agro-alimentaire que par la place de l'agriculture. Le rapport présente le secteur agro-alimentaire comme l'acteur qui peut favoriser l'expansion du marché au bénéfice des petits producteurs, mais il ignore le fait que la plupart du temps les diverses firmes de ce secteur, et celles de la grande distribution, sont devenues de grands groupes oligopolistiques contrôlant la chaîne agro-alimentaire⁵. Autre argument avancé, le rapport, derrière l'écran d'une rhétorique favorable aux petits producteurs, veut, en réalité, favoriser l'émergence d'une classe de fermiers moyens ou riches, qui peut entrer dans des relations de contractualisation avec les grandes firmes⁶. D'autres auteurs ont souligné le caractère problématique des recommandations du RDM 2008 et son incapacité à situer les véritables enjeux du développement rural de l'avenir⁷.

de la main-d'œuvre excédentaire, à travers des politiques de formation adéquate.

⁴ *Journal of Agrarian Change*, Vol. 9, n° 2, April 2009.

⁵ Selon K. J. Amanor (2009), leur pouvoir d'achat leur permet d'imposer des prix peu rémunérateurs et de transférer les risques vers fournisseurs et petits producteurs. Le partage de la valeur ajoutée se fait suivant des relations asymétriques de pouvoir. Le transfert de valeur se faisant entre les petits et moyens producteurs et les firmes multinationales de l'agro-industrie, avec peu d'impact sur la réduction durable de la pauvreté est rationalisé.

⁶ Pour A. Akram-Lodhi (2008), cette évolution ne peut que créer une tendance toujours plus forte à la différenciation sociale dans le monde rural, avec une marginalisation croissante de la petite paysannerie. Le phénomène de la prolétarianisation de cette dernière est présenté comme une avancée en termes de choix rationnels, puisque la dépossession de la terre des moins compétitifs, par le fonctionnement de marchés de la terre, peut favoriser la croissance des entreprises les plus efficaces et donc créer un revenu plus élevé par la salarisation. La concentration de la terre entraînera à terme une paupérisation toujours plus forte de la population rurale. Cette évolution risque de ne pas bénéficier longtemps aux fermiers moyens qui auront émergé à travers la concentration de la terre et des ressources locales, car ils deviendront les premières cibles des contrats léonins imposés par les grandes firmes.

⁷ Selon P. Mc Michael (2009), le rapport ne prévoit aucun mécanisme institutionnel sérieux permettant d'assurer à la fois la protection de l'environnement et la reproduction durable d'une agriculture de petits producteurs, laquelle semble destinée uniquement à nourrir les populations urbaines riches du Sud et du Nord, tout en étant soumise aux pressions des surplus alimentaires de ce dernier. Quant à la tentative d'incorporer les associations de petits producteurs comme auxiliaires de l'intégration du monde paysan aux chaînes de valeur dominées par les grandes firmes, elle traduirait, selon lui, la contradiction insurmontable traversant le rapport tiraillé entre l'affirmation de l'orthodoxie néo-libérale et

Manifestement la vision du RDM 2008, proposant une vision simple de la relation entre ouverture de l'agriculture paysanne aux nouvelles possibilités du marché global et réduction massive de la pauvreté rurale ne fait plus l'unanimité. L'assaut des critiques, contraste fortement avec l'accueil réservé au Rapport de 1982, qui avait inauguré l'affirmation des idées néo-libérales dans le domaine du développement de l'agriculture.

1.3 Le RDM 2009 et ses critiques

Le RDM 2009 a eu l'ambition de redessiner les contours d'une géographie économique de la compétitivité et de la performance en rapport avec les exigences d'un développement durable et inclusif. Malgré cette ambition affichée, le RDM 2009 est avant tout un exposé des nouvelles tendances de la géographie économique qui, en essayant d'intégrer les trois concepts de densité, distance et division, veut montrer l'intérêt de donner la priorité à la concentration géographique de l'activité économique. Cette concentration dans des pôles d'activité compétitifs est censée assurer les meilleures conditions de la performance pour l'insertion d'une région dans l'économie globale. Le rapport se réfère à des exemples "d'agglomérations gagnantes" dans les régions atlantiques et asiatiques, et plaide pour une forte concentration géographique des investissements porteurs de croissance (World Bank, 2009).

Le RDM 2009 a essuyé des critiques encore plus virulentes que son prédécesseur, surtout de la part de géographes très connus. Ceux-ci y ont décelé une tentative d'imposer les théories néo-classiques récentes de l'économie spatiale, avec une ignorance manifeste des acquis des diverses contributions de la géographie humaine, de l'urbanisme et des études d'histoire urbaine. Ils y ont vu une approche tout à fait contreproductive des problèmes du développement durable, à cause d'un manque d'intérêt délibéré pour les externalités négatives sociales et environnementales de la concentration excessive de l'activité économique, et de ses retombées en termes d'accroissement des inégalités (Rigg, Bebbington et *al.*, 2009 ; Harvey, 2009).

Ces rapports et leurs critiques ont le mérite de sortir des approches strictement macro-économiques et institutionnelles de la croissance, et de mettre en exergue la place toujours importante de la dimension territoriale dans les discussions sur l'avenir des politiques de développement. Ils interrogent aussi le rôle des acteurs qui définissent ou subissent les changements qui affectent les territoires au niveau local, national ou global. Ces contributions et discussions relancent le débat autour de ce qui a été appelé, il y a déjà bien longtemps, "l'économie politique du développement"⁸.

un langage néo-populiste essayant d'enraciner celle-ci dans le monde rural (Oya, 2009).

⁸ Traduction de "*the political economy of development*" qui a constitué un courant de réflexion important de 1950 à 1990. Depuis Baran (1957) jusqu'à Kowalewski (1997), des centaines d'ouvrages se sont inscrits dans ce courant centré sur différentes variantes du rôle

2. TERRITOIRES ET HISTOIRE DU DÉVELOPPEMENT DANS LA MODERNISATION NATIONALE ET GLOBALE

Dès la période fondatrice des théories du développement, entre 1950 et 1965, on peut voir une interaction forte entre la dimension territoriale et l'approche historique pour définir ce qu'est la modernisation, le paradigme emblématique de cette époque.

2.1 *Territoires et histoire dans la modernisation nationale*

L'aspect spatial était très visible dans cette doctrine. D'une part, à travers l'importance accordée au passage de la société à dominante agricole à la société à dominante industrielle, les théories et les pratiques de développement ont donné une grande importance aux rapports entre espaces ruraux et urbains, considérés comme des instruments des politiques de modernisation. Les villes et les campagnes étaient vues comme des espaces à adapter rapidement aux exigences de la modernisation. D'autre part, le seul territoire à construire, "à développer", était celui de l'État national moderne. La production agricole comme le travail paysan avaient un rôle instrumental dans la consolidation de l'État et du secteur industriel (Peemans, 1995). Les paramètres de cette construction étaient ceux de la modernisation accélérée, derrière laquelle se profilait la logique d'un "processus d'accumulation primitive" qui définissait les rôles respectifs des campagnes et des villes. Ces dernières n'étaient pas envisagées comme des "territoires", mais devaient être des supports et des instruments des politiques de modernisation nationale. De même, les populations locales n'étaient pas considérées comme des acteurs du développement, mais comme l'objet de ce dernier⁹. La dimension historique était bien présente également, puisque cette "école dogmatique de la modernisation" voyait le développement comme un processus universel caractérisé par une série d'étapes par lesquelles doivent nécessairement passer toutes les nations et sociétés. L'histoire des sociétés développées montrait le chemin à ceux qui devaient encore sortir du sous-développement¹⁰.

des classes dans les structures de pouvoir influençant les choix de développement.

⁹ Les États modernisateurs ont voulu, et ont toujours été encouragés à se construire comme des États "forts", surtout du point de vue du contrôle et de l'incorporation des populations locales, identifiées soit au secteur traditionnel rural, soit, un peu plus tard, au secteur informel urbain, les deux relevant de la notion d'espaces potentiellement ou réellement insoumis par rapport à la logique centralisatrice du territoire étatique.

¹⁰ "Historiquement, la modernisation est le processus de changement vers ces types de systèmes sociaux, économiques et politiques qui se sont développés en Europe occidentale et en Amérique du Nord du XVI^e au XIX^e siècles, et qui se sont étendus ensuite aux autres pays européens, puis au XIX^e et XX^e siècle, à l'Amérique du Sud, à l'Asie et à l'Afrique" (Eisenstadt, 1966, 34).

La théorie rostovienne du “*take-off*” (1970) reposait sur une interprétation de l’histoire de l’industrialisation anglaise, supposée pouvoir devenir le modèle des industrialisations à venir. Le célèbre modèle dualiste de J. Fei et G. Ranis (1964) était une reconstruction de l’histoire de l’industrialisation du Japon à l’époque du Meiji, censée offrir une autre image de modernisation réussie. La dimension territoriale y était fortement articulée à l’approche historique, puisque le succès de la transition était marqué par la disparition du chômage déguisé en région rurale, à travers l’absorption de la force de travail par le secteur industriel urbain. On peut encore signaler, les différentes théories de l’antériorité de la “révolution agricole” en Angleterre, donnant des arguments, à la fin des années soixante, à la nouvelle priorité donnée à la “Révolution verte” par les organisations multilatérales (Banque mondiale et FAO) (Jones, 1968). Les politiques de “modernisation nationale” ont connu des succès limités, variables selon les pays et les variantes d’inspiration libérale ou socialiste. Dans les années 1970, elles ont été traversées par des contradictions de plus en plus nombreuses, dues entre autres aux limites internes de la formation du capital.

2.2 Les territoires de la néo-modernisation globale

L’évolution du contexte international après 1980 a eu une influence marquante sur l’évolution des réalités territoriales du développement. Un élément majeur de l’évolution de ce contexte a été les pressions socio-politiques et socio-économiques, d’origines diverses, qui ont entraîné, à travers l’impact des politiques d’ajustement, une redéfinition du rôle des États-nations dans le développement. On a pu constater alors l’augmentation de l’influence de nouveaux acteurs transnationaux sur le plan économique et supranationaux sur le plan politique. Cette évolution s’est reflétée dans l’évolution de la pensée sur le développement. Le courant dominant est devenu le courant économique néo-libéral, qui a voulu définir désormais le développement comme un processus continu d’adaptation aux exigences de la libéralisation et de la globalisation des marchés. Dans cette vision, on ne peut donc pas dire que l’on ait abandonné l’approche de la modernisation. On est passé d’un type de modernisation centré sur l’État-nation, à un type de modernisation centré sur le “Marché global”. Ce passage a naturellement influencé la vision du rôle des espaces urbains et ruraux dans la vision dominante du développement. La compétitivité suppose de faire émerger des “pôles de performances” qui soient capables de regrouper des entreprises et des acteurs ayant la capacité de s’insérer dans les normes changeantes de la concurrence à l’échelle mondiale. Les “territoires” sont, dès lors, considérés comme des gisements de ressources humaines et matérielles qui permettent de s’insérer dans le global. Selon cette approche, le support territorial par excellence, c’est la “ville globale” ou à vocation globale. Le territoire urbain se transforme en “*global city*” (Knox et Taylor, 1995 ; Sassen, 1991 ; Castells, 1989 ; Friedmann, 1986).

Ce courant néo-fonctionnaliste voit la globalisation comme seul vecteur de la dynamique urbaine présente et future. La responsabilité des autorités politiques devient celle d'aider à construire une ville-territoire compétitive, construire des pôles de performance. Selon cette vue, il n'y a plus de distinction entre espaces urbains et non urbains, tous sont évalués par rapport à des critères de performance, de vitesse de flux, d'adaptabilité aux exigences de l'abolition des contraintes spatiales par rapport à l'immédiateté du temps réel. "L'économie d'archipel" redessine les rapports entre ville dense¹¹, espaces périurbains et ruraux, dans ce qui est désormais considéré comme la "ville diffuse", la "ville sans frontière", à l'image de "l'économie sans frontière" et cette tendance est inéluctable. Selon cette conception, il ne faut plus parler de ville, image passiste, mais de "substance urbaine"¹² (Peemans, 2004).

Cette logique de territoires compétitifs a de plus en plus été appliquée également aux espaces ruraux. Soit comme hinterland de "pôles urbains de performance" (cas des *zonings* industriels, des zones franches, etc.), soit comme "pôles de performance" agricoles, à travers la mise en place d'une agriculture très orientée par la logique productiviste, à travers la diffusion du "modèle fermier de modernisation", mis en place dès les années soixante, en Europe à travers la politique agricole commune (PAC), au Sud à travers les politiques de la Révolution verte. À partir des années 1980-1990, ce modèle, qui peut être considéré comme un modèle intermédiaire entre une agriculture paysanne et une forme tout à fait capitalistique d'organisation de l'agriculture, a été tourné de plus en plus vers l'exportation de nouveaux produits de qualité demandés par les catégories de hauts revenus sur le marché mondial, et mise en œuvre par une petite minorité d'entrepreneurs agricoles fortement enserrés dans des filières contrôlées par de grandes entreprises transnationales du secteur agro-alimentaire (Peemans, 2001).

Au cours des années 1990, la dimension politique a pris une dimension de plus en plus importante dans les discours et les pratiques des acteurs globaux. Les thèmes de la réforme de l'État, de la décentralisation, de la consolidation de la société civile, de la démocratie et de la promotion du marché ont été liés, notamment à travers le concept de gouvernance. La gouvernance est un modèle universaliste d'État léger géré selon des règles qui s'apparentent plus aux principes d'une saine comptabilité d'entreprise qu'à ceux de la souveraineté

¹¹ Selon F. Ascher (1995), la ville globale concentre des flux d'informations ; elle commande des réseaux, elle permet aux acteurs globaux de se rencontrer, de coopérer et d'élaborer des stratégies qui assureront la performance. Cette évolution est présentée comme une étape parallèle à l'émergence de la société d'information, et toutes deux paraissent inéluctables. De même qu'est inéluctable une sorte de hiérarchisation des villes dans une "économie d'archipels", ces archipels étant les pôles de performance et les zones qui en dépendent, les *hinterlands* des "global cities". F. Arsher (2004) parle aussi de "système métropolitain" dans une "société hypertexte", caractérisée par l'extrême flexibilité, l'incertitude et l'hybridité.

¹² Concept avancé par l'architecte urbaniste R. Koolhaas (1995).

politique. La Banque mondiale a joué un rôle central dans l'élaboration et la diffusion de cette nouvelle doctrine. Le concept de gouvernance a joué un rôle décisif pour affaiblir la liaison univoque antérieure entre souveraineté et territoire dans le cadre de l'État-Nation. À partir des années 1990, l'État-Nation a vu de plus en plus ses pouvoirs définis et surveillés par une "communauté internationale" qui, sans avoir de base territoriale définie, s'est assignée des missions "sans frontières" à vocation globale, toujours plus nombreuses et impérieuses (Sparke, 2006 ; Hyden & Bratton, 1992 ; World Bank, 1992).

Dans cette optique, le référent majeur n'est plus l'espace national, mais l'espace global. Ce passage a un aspect paradoxal : l'avènement de l'espace global a remis en valeur l'espace local, vu antérieurement comme lieu de la tradition, mais désormais appelé à se transformer en support des "pôles de performance" à vocation de compétitivité globale. Tout comme l'espace national est soumis aux exigences du global par la "gouvernance", l'espace local doit être inséré dans une dynamique orientée par les acteurs globaux. L'évolution récente n'a donc pas modifié une des attitudes fondamentales du courant modernisateur : les espaces urbains et ruraux y sont toujours vus comme de simples instruments de la croissance économique, des instruments dont le perfectionnement consiste à augmenter leur fonctionnalité par rapport aux exigences de la croissance dans le cadre de la globalisation de l'accumulation du capital. Le national, le régional et le local ne sont que des espaces de mobilisation de ressources, humaines et matérielles, pour soutenir des stratégies d'acteurs globaux qui veulent abolir les frontières au déploiement de leurs projets hégémoniques, que ce soit dans le domaine économique ou politique. Comme on a pu le constater ci-dessus, les rapports de la Banque mondiale 2008 et 2009, ont plus que jamais réaffirmé clairement, et même radicalement, cette conception.

2.3 La très petite place de l'histoire dans la néo-modernisation

En ce qui concerne le regard sur l'histoire, on ne peut pas dire que dans la vision dominante il y a eu une avancée depuis les années 1960. De manière générale, comme le montrent également les RDM 2008 et 2009, dans les domaines de l'urbanisme et du développement rural, la pensée dominante ne cherche pas à articuler les aspects contradictoires de processus complexes en train de se faire dans la réalité, mais transforme un processus issu d'un contexte historique particulier en un processus inéluctable, dont elle cherche à identifier les lois universelles ; et puis, au nom de l'inéluctabilité du progrès, elle propose d'accélérer les tendances dominantes du processus en cours, comme s'il s'agissait d'une loi scientifique de l'évolution de "l'objet urbain" ou de "l'objet rural". Il en est de même en ce qui concerne la question de la réduction de la pauvreté, devenue un thème omniprésent depuis la proclamation des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD). La place de la pauvreté s'inscrit

dans la continuation du thème des populations traditionnelles à moderniser. Selon certains auteurs, l'évolution récente des concepts de participation, "empowerment", société civile, fonctionnalisés par rapport aux exigences de l'accumulation globalisée, illustre assez clairement cette réalité toujours renouvelée selon le contexte historique (Craig et Porter, 2006).

J. Sachs(2005), un des auteurs les plus influents dans la réflexion sur les OMD, n'hésite pas à présenter la réduction de la pauvreté extrême, comme étant une tâche d'éducation à l'entrée dans le marché. Cela suppose l'éradication des barrières culturelles liées au poids des traditions, pour permettre aux pauvres de grimper peu à peu l'échelle du progrès, une vision qui semble inspirée directement des idées fondatrices de la modernisation d'il y a un demi-siècle, comme si rien n'avait évolué depuis W. Rostow, en ce qui concerne l'analyse de l'histoire du développement.

3. L'APPORT D'UNE AUTRE HISTOIRE DE LA LONGUE CONSTRUCTION DES TERRITOIRES AU NORD ET AU SUD

La négligence, ou l'ignorance, de l'histoire réelle du développement au Nord et au Sud reste une carence insurmontable de la pensée dominante dans le domaine du développement, qui explique sans doute en partie son enfermement dans des prescriptions normatives de plus en plus décalées par rapport aux réalités vécues du passé et du présent des développements des peuples à travers le monde. Cette cécité, volontaire ou non, contraste avec l'enrichissement extraordinaire de l'approche comparatiste et historique des processus de développement dans le long terme, à l'œuvre depuis plus d'un quart de siècle, et qui a permis de prendre de la distance par rapport à l'interprétation simplifiée et linéaire de l'histoire occidentale, qui a été au cœur de la conceptualisation de la modernisation. On se bornera à mentionner les principales étapes et contributions qui ont permis de porter progressivement un autre regard sur les rapports entre acteurs et territoires dans l'histoire longue du développement. Et l'on cherchera aussi à mettre en évidence la convergence de ces contributions avec d'autres domaines des études de développement, qui ont redécouvert le rôle des acteurs "oubliés" et des territoires "négligés" par la modernisation d'hier et d'aujourd'hui. Dès les années 1970 se sont déployés divers courants qui progressivement vont contribuer à remettre en cause l'interprétation de l'histoire proposée par la théorie de la modernisation.

3.1 Les apports de I. Wallerstein et F. Braudel

Dans le cadre de l'école dite du "système-monde" (*world-system*), avec les travaux pionniers de I. Wallerstein (1976, 1984) a été entreprise, à partir des années 1970, une révision de l'interprétation de l'histoire sur laquelle l'école de la

modernisation fondait ses postulats théoriques. Le sous-développement n'est plus vu comme l'état naturel des sociétés traditionnelles, mais comme le produit historique de l'exploitation du Sud par le Nord, de la périphérie par le centre. À travers des controverses nombreuses, et les tentatives de reconstruction de l'histoire des relations entre centres et périphéries, ce courant a contribué à une restitution progressive de l'histoire du Sud.

Il y a, dès le départ, une dimension territoriale dans l'analyse de Wallerstein, relativisant la référence à l'État-Nation comme exemple de développement réussi : pour lui on ne peut pas faire une histoire du développement en se basant sur le cas de l'Angleterre, comme dans la théorie du "*take off*" de Rostow, mais il faut resituer ce pays dans le cadre mondial, en le voyant se constituer comme centre à travers la mobilisation des ressources de diverses périphéries, au moyen d'un système d'échange inégal multiséculaire. La dimension centre-périphérie introduit l'idée d'un monde global, mais divisé en espaces inégaux, résultant d'un processus historique long¹³.

Cette dimension territoriale a pris un contour nouveau, à travers la collaboration qui s'est nouée entre I. Wallerstein et F. Braudel. Cette rencontre a élargi considérablement la vision de "l'économie monde". Braudel (1985) ne confond pas la genèse du développement avec celle du capitalisme en Europe à partir du XVI^e siècle. Pour lui, le développement humain a une histoire bien plus longue et s'est manifesté dans toutes les sociétés.

¹³ Pour Wallerstein, l'Europe des temps modernes a été un ensemble d'économies-monde dont les centres se sont fait continuellement la guerre pour définir leurs zones d'influence respective. La guerre est au cœur de l'émergence des États-Nations modernes en Europe. Et c'est à travers cela que se développe le capitalisme, système basé sur la recherche du profit maximum, comme source de l'accumulation du capital. Cette dernière est la logique centrale qui conduit le changement dans les centres de l'économie monde. Selon Wallerstein, il y a une synergie très forte entre la formation du capitalisme et celle de l'État-nation en Europe. La modernisation n'est en fait qu'une lecture optimiste et très réductionniste de cette réalité très violente et pleine de contradictions qui a fini par dominer le reste du monde

Il propose une l'analyse du développement en longue période à travers une l'approche à trois niveaux : le premier niveau de la construction des bases de la vie matérielle, le second niveau des échanges et puis le troisième niveau, celui du capitalisme¹⁴.

La grille d'analyse de Braudel permet d'élaborer une alternative à la théorie de la modernisation. Elle aide à voir que l'économie capitaliste n'est pas le début de l'histoire du développement. Celui-ci a débuté avec la construction longue de la civilisation matérielle et du marché. Toutes les régions du monde ont une longue histoire de construction des conditions du développement humain. L'histoire du troisième niveau dépend de la manière dont il a pu établir sa domination sur les deux autres, et imposer la logique de l'accumulation comme seule logique du développement. Les circonstances historiques ont fait que dans certaines régions du monde, notamment en Europe, par des voies très complexes, qui sont loin d'être seulement économiques, la logique du troisième niveau a fini par s'étendre à l'ensemble de la société et de la culture. Dans d'autres régions du monde, la logique du troisième niveau, n'a pas pu s'imposer totalement aux deux autres. À l'échelle mondiale, le premier et le second niveau, que la théorie de modernisation équivalait plus ou moins à la "société traditionnelle", ne sont pas appelés à disparaître par l'expansion du "secteur moderne" : ils subissent la domination du troisième niveau, mais ils survivent, ou peuvent résister, et garder une certaine identité propre (Peemans, 1999).

Alors que Wallerstein étudie la genèse de l'inégalité entre nations à travers la formation de ce qui est le troisième niveau chez Braudel, ce dernier met en œuvre les rapports entre acteurs dominants et dominés, dans les campagnes et dans les villes, et les relations inégales entre celles-ci, bien avant l'apparition du

¹⁴ Le premier niveau du développement humain en longue période est celui de l'histoire de la construction de la vie matérielle à travers laquelle tous les peuples ont peu à peu maîtrisé leur environnement naturel, et en ont mobilisé les ressources pour s'assurer des conditions de vie supportables. Ce niveau a toujours un caractère local, même si les dimensions spatiales varient à travers les époques et les régions du monde. Selon Braudel, c'est au-dessus de ce soubassement historique que se construit un second niveau, qu'il appelle le niveau des échanges, celui à partir duquel apparaît l'économie de marché. La manière dont Braudel décrit les rapports entre les acteurs des deux niveaux ne laisse aucun doute : les uns et les autres sont à la fois dans la sphère de l'auto-production, de la production pour les besoins locaux et, en même temps, dans la sphère des échanges. Ce sont les paysans, les artisans, les marchands et les petits boutiquiers, ceux que Braudel appelle les "acteurs du bas", ce qui est bien différent des "masses pauvres" de la société traditionnelle dans le langage de la modernisation. Braudel voit l'émergence du capitalisme comme partiellement dérivée de l'évolution de l'économie de marché, mais surtout liée au changement du contexte historique en Europe à partir du XV^e siècle. Pour Braudel (1979), cette émergence du capitalisme est associée à l'affirmation de réseaux d'acteurs puissants, dont les intérêts convergent, dans les affaires comme dans le domaine politique. Le capitalisme est caractérisé par la montée au pouvoir de coalitions d'acteurs qui cherchent à établir des monopoles. C'est l'économie du troisième niveau qui, devenant dominant, impose sa loi progressivement aux deux autres niveaux.

troisième niveau. Les conflits d'acteurs sont la trame permanente de la formation et des relations entre les trois niveaux. La dimension territoriale est centrale dans ces conflits d'acteurs qui concernent les trois niveaux du local, du régional et du national et de leurs interactions toujours problématiques.

On sait que la collaboration entre Wallerstein et Braudel s'est matérialisée à travers la création du Fernand Braudel Center. Dans le cadre des recherches internationales coordonnées par ce centre, le courant du "*world system*" a suscité une efflorescence de relecture de l'histoire en longue période. Une relecture à la fois des différentes régions du Sud et, dans beaucoup de cas, des interactions entre régions actives du Nord et du Sud, témoignant d'un développement local diversifié et d'échanges interrégionaux intenses, bien avant l'âge de l'État-Nation et du capitalisme (Abu-Lughod, 1989).

3.2 La dimension régionale dans l'histoire des proto-industrialisations et des révolutions industrielles au Nord et au Sud

Parallèlement au courant du "système-monde", un autre courant d'études historiques, celui de l'étude de la proto-industrialisation, a contribué à modifier progressivement et très profondément la vision rostovienne de la Révolution industrielle. Il a mis en avant l'importance de l'interaction entre aspects régionaux, intégrant un pôle urbain et une zone rurale, et aspects internationaux, englobant les familles paysannes dans les aléas du grand commerce d'exportation. Il a étiré l'histoire de l'industrialisation vers l'amont, en mettant en valeur l'importance des petites industries rurales aux XVII^e et XVIII^e siècles, intégrant progressivement des millions de paysans-artisans dans un réseau international d'échanges commerciaux, sous l'égide du capital commercial (Ogilvie et Cerman, 1996 ; Kriedte, Medick et Schlumbohm, 1981 ; Lis et Soly, 1979 ; Mendels, 1972).

Ces débats ont montré aussi que, abordée sous l'angle régional, l'histoire de l'industrialisation européenne était beaucoup plus problématique et moins linéaire que dans la version rostovienne, certaines régions s'étant désindustrialisées au XIX^e siècle tandis que d'autres passaient aisément de la proto-industrialisation à l'industrialisation. Les débats sur la proto-industrialisation européenne ont contribué à l'évolution vers une vision de l'industrialisation en termes de processus lents et contradictoires. En s'éloignant de la vision simple d'une histoire en termes de rattrapages, ils ont contribué à l'émergence d'une nouvelle histoire du développement (Ho, 1984).

Les études sur la proto-industrialisation européenne ont débouché dans certains cas sur la mise en valeur d'une continuité historique dans certaines régions entre la proto-industrialisation et la formation de "districts industriels" qui se sont maintenus tout au long du XX^e siècle (Sabel et Zeitlin, 1985). Un des cas les plus étudiés a été celui de certaines régions italiennes où une production à petite

échelle a connu une expansion continue, dans le cadre de petites entreprises à dominantes familiales ou associatives, ayant un ancrage territorial local très fort, des liens sociaux très intenses, combinant des relations de coopération et de concurrence, et des rapports villes-campagnes fort denses (Beccatini, 1990).

D'une certaine manière, ces régions ont été une illustration de la vision de K. Polanyi (1957) sur l'encastrement du "petit marché" dans la reproduction des liens sociaux, et on ne peut oublier que c'est à travers l'étude de ces régions qu'a été élaborée une des variantes les plus influentes du rôle du concept de capital social dans le développement (Putnam, 1992).

La "découverte" de l'importance de la proto-industrie en Asie au cours des années 1980, a joué un rôle peut-être encore plus important que sa "redécouverte" en Europe, avec entre autres les contributions de D. Kumar (1983) et F. Perlin (1983). Ces contributions ont mis en évidence une participation de nombreuses régions de l'Inde à l'économie internationale aux XVII^e et XVIII^e siècles, avec la même intensité que dans les grandes régions proto-industrielles d'Europe et avec des structures productives, commerciales et financières présentant de nombreuses similitudes avec ces dernières. Cette production, basée sur un réseau dense d'échanges campagnes-villes, a incorporé un nombre croissant de ménages de paysans-artisans dans ces régions, qui se trouvaient ainsi englobés dans des échanges monétaires insérés eux-mêmes pleinement dans le commerce international, sous l'égide du capital commercial indien qui jouait le rôle d'intermédiaire entre les producteurs et les grandes compagnies commerciales européennes exportatrices.

La mise à jour d'une dynamique proto-industrielle en Inde au XVIII^e siècle, en concurrence avec les proto-industries européennes, a contribué à mettre en valeur l'importance du contexte politique et institutionnel pour établir les rapports entre proto-industrialisation, industrialisation et désindustrialisation, puisque celle-ci en Inde a été manifestement influencée par la prise de contrôle politique du pays par la Grande-Bretagne à partir du début du XIX^e siècle. La vision d'une Asie industrielle, bien avant le XVIII^e siècle, a été confortée par diverses études ultérieures, soit portant sur l'ensemble de la région, soit sur des sous-régions spécifiques dont la Chine (Bin Wong, 1999 ; Reid, 1993 ; Chaudhuri, 1990). Ces recherches ont permis d'élaborer une vision nouvelle des rapports entre histoire de l'industrialisation et du développement, et une vision bien différente des rapports entre les pays du Nord et du Sud en longue période. L'importance de ce changement de paradigme a été soulignée récemment par C. Bayly (2006). Selon cet auteur, il faut éviter les pièges d'une approche d'une histoire du développement mondial qui est basée sur les grands concepts du discours européen du XIX^e siècle pour lire l'histoire de l'époque, comme si celle-ci était faite de l'étude des causes de la montée de la raison, de l'État de droit, de l'industrialisation dans les pays avancés, et la diffusion progressive mais inégale de ces concepts vers les régions extra européennes. Une approche qui donne la prédominance au facteur économique comme

"moteur" du changement, en se fixant seulement sur les thèmes de la diffusion de la Révolution industrielle, est trop limitative. L'économie joue un rôle important, mais au lieu du concept de Révolution industrielle, Bayly pense qu'il vaut mieux se référer au concept de "révolutions industrielles" de J. De Vries (1994).

Il s'agit, de la croissance des petites activités de production pour le marché, à partir de la fin du XVII^e siècle, en Asie (Chine, Inde, Asie du Sud-Est) et dans le monde arabe, et pas seulement une transformation brutale des structures de production en Europe. Il y a eu dans de nombreuses régions une intensification des activités de petite production reflétant des demandes existantes et créant de nouvelles demandes. Artisans, boutiquiers et paysans étaient des acteurs de cette intensification. Pour Bayly, les Européens ont cherché à prendre le contrôle de ces "révolutions industrielles" par la force militaire et les compagnies à monopole. Ce furent les navires et les compagnies commerciales appartenant à des Européens qui s'approprièrent la plus grande partie de la valeur ajoutée générée par les "révolutions industrielles" et l'expansion du commerce mondial au XVIII^e siècle¹⁵. La raison en est que les Européens contrôlaient le transport et la vente sur les plus grands marchés du monde. La violence des guerres intra-européennes, liées à la construction des États-Nations, leur avait donné un avantage décisif dans les innovations et la technologie militaires, terrestres et maritimes. Ce changement du regard sur l'histoire longue des rapports Nord-Sud n'est à l'évidence pas quelque chose de secondaire du point de vue de l'étude du développement.

3.3 L'histoire longue des territoires et des résistances des acteurs populaires

Ce regard historique différent concerne également les histoires de développement propres au Nord et au Sud. Les dernières décennies ont vu un foisonnement de publications qui ont mis en valeur le caractère très conflictuel de la construction de ce qui est devenu peu à peu l'espace des États-Nations, à travers les tentatives de prises de contrôle des espaces locaux et régionaux. Ces approches ont permis de restituer peu à peu l'identité des territoires oblitérés par le regard excluant de la modernisation, et celle des acteurs oubliés de celles-

¹⁵ La théorie fondatrice de la modernisation se fonde sur une interprétation de l'histoire en termes de voie universelle et unique du développement. La doctrine de la néo-modernisation, qui a pris son relais à partir des années 1980, est basée sur la même vision linéariste de l'histoire : la globalisation est le terminus de l'histoire et l'adaptation à ses normes est la seule voie crédible de développement. La révision de l'histoire longue ne néglige pas l'importance des changements économiques et technologiques, mais elle les encadre dans l'histoire des rapports de force à l'échelle internationale. Historiquement il n'y a pas eu un seul processus de développement, qui serait la matrice des autres à venir. Il y a eu plusieurs processus historiques qui portaient des virtualités différentes de développement. C'est la guerre et la violence qui ont mis fin à cette pluralité potentielle.

ci, les paysans, les acteurs populaires des villes et des campagnes, la longue histoire de leurs pratiques de résistance ou simplement de contournement ou de détournement plus ou moins subversif des injonctions des acteurs dominants de chaque époque.

Un courant qui a beaucoup contribué à mettre en valeur l'histoire des résistances des acteurs populaires, particulièrement la paysannerie, est l'école dite des "*subaltern studies*". Née dans les années 1980 en Inde, cette école a voulu remettre en cause la version élitiste et modernisatrice de l'historiographie indienne coloniale et post-coloniale. Sous l'impulsion de son fondateur R. Guha (1998), elle a cherché à définir ce qui constituait la base culturelle de la résistance paysanne et des mouvements d'insurrection. Elle insistait sur le caractère "irrédentiste" de la culture paysanne, sa non-soumission aux valeurs imposées par les élites coloniales et post-coloniales, sur l'autonomie culturelle des dominés par rapport aux dominants, malgré l'hégémonie de ceux-ci au niveau du pouvoir économique et politique. Le monde paysan se voyait reconnu comme un monde d'acteurs capable à la fois d'initiative et de résistance, tout en étant intégré au monde moderne de manière "subalterne". L'influence du courant des "*subaltern studies*" a dépassé largement l'Inde, et a suscité des approches semblables autour des "acteurs subalternes" dans d'autres pays d'Asie, en Amérique latine et en Afrique (Chaturvedi, 2000).

Une partie qualifiée de "culturaliste" de cette école a eu une grande influence sur le courant dit de "l'après développement" qui a émergé dans les années 1990 dans les études du développement, en mettant l'accent sur les dimensions culturelles de la résistance (Rahnema et Bawtree, 1997 ; Rist, 1996).

Une autre tendance s'est affirmée dans les années 2000, voulant actualiser la priorité des luttes, en s'inspirant de l'héritage des résistances anciennes, tout en mettant en œuvre de nouveaux moyens appropriés, pour faire face aux nouveaux acteurs dominants qui menacent les modes de vie et les milieux de vie des classes populaires, dans les villes et dans les campagnes.

Le courant des "*subaltern studies*" a mis l'accent sur l'histoire longue des pratiques de résistance des acteurs populaires au sens large. Il s'est inscrit ainsi dans les approches récentes les plus originales dans les études de développement qui montrent l'importance de la dimension du "lieu" et du lien social territorial dans les pratiques populaires. Si, pour certains, on constate un affaiblissement des mobilisations par les mouvements sociaux classiques nés au XIX^e siècle (syndicats, organisations ouvrières), on peut voir cependant une augmentation de la capacité de mobilisation pour des espaces locaux liés à la défense des milieux de vie populaires urbains et/ou ruraux¹⁶.

¹⁶ Un exemple récent en est la Déclaration des Droits des Paysans : Declaration of the Peasants Rights, Women and Men, La Via Campesina, Jakarta conference, June 2008. Cette déclaration a été présentée à l'Assemblée générale des Nations unies en avril 2009, pour devenir une partie de la Charte ONU des Droits de l'Homme.

On peut affirmer que toutes ces études ont confirmé l'intérêt de l'approche de F. Braudel pour comprendre les enjeux actuels du développement durable, à partir d'un regard sur l'histoire longue des rapports entre acteurs et territoires, et entre échelles des territoires dans les processus de développement au Nord et au Sud. Les territoires du local, du régional et du national, les trois niveaux de l'analyse braudélienne, sont l'enjeu de conflits multiséculaires entre acteurs dominants et acteurs dominés, mais capables de résilience, au Nord et au Sud. L'axe de ces conflits est l'opposition entre deux vecteurs antagonistes : d'une part celui des acteurs dominants du troisième niveau chez Braudel, poussés par les logiques conjuguées de l'accumulation-centralisation-différenciation, d'autre part la résistance des acteurs dominés, ceux des premier et second niveaux, portés par les besoins de sécurisation collective et de reproduction durable d'un milieu de vie. Dans ce regard, le local, urbain ou rural, particulièrement au Sud aujourd'hui, n'est pas confondu avec l'espace du "traditionnel" à moderniser, frileusement enfermé dans le repli sur un passé immuable et obsolète, mais comme l'enjeu permanent de luttes autour des conditions de mobilisation des ressources matérielles et humaines, suivant l'une ou l'autre de ces logiques. Depuis des siècles, et jusqu'aujourd'hui, le local, singulièrement le local rural, est un enjeu majeur, visible et vécu par les populations, ou bien de l'incorporation dans la logique de l'accumulation, ou bien de la mise en œuvre de ce que l'on peut appeler la "gouvernance historique", dont font partie des rapports viables à long terme entre la société locale et son environnement naturel, et le fonctionnement du "marché polanyien" encastré dans le social.

4 L'ACTUALITÉ D'UNE APPROCHE HISTORIQUE DES RAPPORTS ENTRE ACTEURS ET TERRITOIRES, DANS LA RECHERCHE D'UNE "ÉCONOMIE POLITIQUE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE"

La rapidité et l'intensité des changements technologiques ont joué un rôle majeur dans l'accélération des phénomènes de globalisation de l'économie mondiale depuis les années 1980. Mais l'impact qu'ils ont eu sur les sociétés du Nord et du Sud sont indissociables de choix politiques qui ont été faits dans un moment historique particulier, et qui en ont fait des instruments d'une inégalité croissante. La conjoncture du début des années 1980 a joué un rôle décisif. Elle a remis en cause les fondements du rapport entre croissance, accumulation et développement qui avaient marqué les années 1950-1980, c'est-à-dire un laps de temps équivalent à celui qui nous sépare de cette conjoncture. Cette nouvelle "grande transformation", au sens polanyien du terme, a mis en place au cours des deux décennies suivantes, les paramètres de ce qui peut être appelé "l'économie politique globale de l'inégalité".

4.1 Une approche néobraudelienne des inégalités croissantes

À travers ce processus s'est construit, dans une approche néo-braudelienne, "le quatrième niveau" de l'histoire longue du développement, celui des acteurs de l'accumulation globalisée, dont les réseaux internationaux de pouvoir définissent au Nord et au Sud les conditions du "développement réel". En extrapolant l'approche de Braudel au temps présent, on veut souligner qu'il s'agit bien d'un phénomène politique et historique, s'inscrivant dans l'histoire longue des rapports de force entre acteurs dominants de l'accumulation, et "acteurs du bas", au Nord, et plus encore dans les divers Suds du début du XXI^e siècle. L'imposition, puis l'internalisation des paramètres de "l'économie politique de l'inégalité" au nom de la libération du potentiel de croissance, en fait d'accumulation, n'ont pratiquement pas modifié les inégalités structurelles séparant le Nord et les Suds. Ceux-ci sont dorénavant plus hétérogènes, avec des taux plus ou moins élevés d'incorporation de la force de travail de manière pleinement fonctionnelle, dans la "sphère de l'accumulation". Elles ont permis l'accroissement des inégalités à l'intérieur du Sud au profit de la minorité d'élites qui la pilotent. Dans cette perspective, la crise de 2008-2009 est une péripétie qui n'a eu qu'un impact marginal par rapport à la réalité. Pour les classes populaires urbaines et rurales, habituées à supporter tous les coûts des tribulations de l'émergence de la "sphère de l'accumulation", à vivre depuis des générations l'envers de la modernité célébrée par les élites, c'est un choc de plus à assumer, à travers la contraction de l'emploi et des revenus générés dans cette sphère, aussi limités soient-ils.

Dans les Suds, et même en Chine aujourd'hui, la "sphère de l'accumulation" n'a pas pu "manger" toute la société et lui dicter ses règles et ses normes, et ce malgré l'explosion de sa dynamique depuis trente ans. On peut, dès lors, s'interroger sur les rapports réels qui existent entre ces macro-espaces de la croissance, toujours plus dilatés, et les milliers d'espaces locaux, ruraux et urbains, où vivent à travers le monde, et particulièrement au Sud, l'écrasante majorité des milliards de pauvres, supposés être les principaux bénéficiaires de ses effets. Fondamentalement, la restructuration des conditions de l'accumulation, dans le sens de la "globalisation" des activités économiques sous l'égide des acteurs dominants les "pôles performants", a accéléré les tendances à la désarticulation des espaces ruraux et urbains dans le cadre des États-Nations. Crise agraire et crise urbaine sont donc largement induites, soit directement, soit indirectement, par la logique des pôles performants, et se dénouent finalement dans une crise générale de l'environnement. Au niveau des territoires, entendus comme lieux de vie concrets, urbains et ruraux, les externalités négatives de l'accumulation se transforment en mal-développement cumulatif et irréversible. Mais se limiter à ce constat serait faire preuve de myopie. Il ne faut pas en conclure que les populations subissent passivement

cet état de choses. Elles ne peuvent être réduites à l'état de victimes ou cataloguées simplement comme "pauvres" en attente d'interventions extérieures, comme le fait encore avec complaisance toute la littérature récente sur les OMD (Craig et Porter, 2006).

4.2 Acteurs populaires et territoires

Les populations, abandonnées à elles-mêmes par les élites globalistes de l'accumulation, prennent des initiatives pour survivre, s'organiser, s'entraider, trouver de nouvelles formes de solidarité pour faire face à la crise sociale et aux besoins les plus immédiats en termes de santé, hygiène, habitat, alimentation. Il reste une autonomie, plus ou moins large selon les continents, de ce que l'on peut appeler l'économie populaire rurale et urbaine. Les économies populaires constituent une réalité complexe, faite d'un mélange indissociable d'une production de biens et services servant à la vie quotidienne (y compris la production alimentaire, les pratiques d'auto-construction, l'agriculture urbaine, etc.), de liens sociaux très denses, faits de solidarité autant que de conflictualité, voire de violence, de réseaux de sociabilité locale inextricablement mêlés à des réseaux de clientélisme parfois mafieux. Ces "territoires de la vie populaire" s'inscrivent dans le prolongement d'une trajectoire historique séculaire.

Une première dimension centrale de ces pratiques populaires est qu'elles s'inscrivent dans des lieux de vie, quartiers populaires urbains, petits bourgs ruraux et centaines de milliers de villages à l'échelle mondiale. C'est dans ces lieux négligés ou abandonnés par la "sphère de l'accumulation", ou menacés par son appétit pour les ressources valorisables (terres, eau, forêts, biodiversité) que se trouvent les enjeux d'un "développement humain et durable" de plus en plus étranger aux promesses jamais tenues d'une croissance-accumulation partagée. Pour les classes populaires, le tout à l'État ou le tout au Marché, ne sont pas des principes antagoniques, mais sont vécus comme les stratégies interchangeable des différentes couches des élites dominantes dans la construction permanente de "l'économie politique de l'inégalité" (Peemans, 2008).

Une seconde dimension, tout aussi importante, est l'insertion dans les opportunités de revenus offertes par la "sphère de l'accumulation", à travers l'emploi salarié, plus ou moins stable ou précaire, et qui permet des transferts bienvenus pour compléter ceux de l'économie populaire, sans abandonner celle-ci comme base de la sécurité de vie. Le volume de transferts possibles dépend naturellement de la dimension de la "sphère de l'accumulation" et des conditions d'emploi et de salaire qui y prévalent. De ce point de vue, les opportunités offertes en Chine et dans plusieurs pays d'Asie du Sud-Est sont très importantes, alors qu'elles sont moindres en Afrique au Sud du Sahara. Et c'est bien dans les pays asiatiques que l'on peut voir l'émergence d'une classe populaire hybride, mi-paysanne mi-ouvrière, sans que cette semi-prolétarianisation en cours puisse entraîner la disparition de la paysannerie dans un avenir

prévisible. C'est une constatation importante pour l'étude du développement : le thème de la "dé-paysanisation" (*depeasantization*) n'est plus à l'ordre du jour. L'émergence de cette nouvelle classe populaire hybride, partagée entre la campagne et la ville, remet en cause un des postulats des différentes variantes de la théorie de la modernisation. Si dans le discours de la modernisation, il y a une dichotomie entre la ville et la campagne, entre d'une part le rural, l'ancien, le traditionnel immobile, et d'autre part l'urbain comme porteur de modernité et de changement, quand on regarde les rapports ville-campagne du point de vue de ces autres acteurs il y a, au contraire, une sorte de continuité. Il n'y a de rupture entre la ville et la campagne que dans la vision de l'acteur dominant, dans la vision modernisatrice des élites. La vision de l'espace des classes populaires, rurales et urbaines, n'a jamais correspondu à l'imaginaire de la modernisation, séparant la "campagne traditionnelle" de la "ville moderne". Depuis des générations, les mondes paysans et populaires urbains ont été reliés par des myriades de réseaux d'échange, la plupart du temps invisibles aux yeux des élites et des observateurs étrangers. Aujourd'hui ces réseaux se sont transnationalisés, et même globalisés, à travers les flux humains, économiques et monétaires, qui relient souvent des villages en apparences "reculés" à divers centres urbains nationaux et étrangers. Les acteurs populaires hybrides circulent entre la "sphère de l'accumulation" et la "sphère du marché populaire encastré". P. Chatterjee (2008) a analysé ces réalités nouvelles en Asie, en parlant de l'économie populaire urbaine et rurale, comme étant celle des acteurs du "*non corporate capital*", combinant logique du profit et logique de redistribution, par opposition aux acteurs dominants du "*corporate capital*", mus par la seule recherche du profit. Il met l'accent sur le caractère de plus en plus conflictuel des rapports entre ces acteurs dans la définition de l'avenir des espaces urbains et ruraux, et des rapports villes-campagnes.

4.3 Acteurs associés et territoires intégrés dans la recherche d'une "économie politique du développement durable"

À partir de ces réalités, on peut évoquer quelques perspectives pour la reconstruction d'une "économie politique du développement durable".

Une première perspective concerne le rôle que la réinvention de la ville dense peut jouer dans la recréation du lien social et de l'identité, tout en ne versant pas dans l'utopie et en ne niant pas les antagonismes sociaux réels résultant des tendances lourdes de l'accumulation globalisée. En portant un regard neuf sur l'interaction entre tissu social et espace urbain, les études récentes sur le développement ont pris leur distance par rapport aux conceptions privilégiant uniquement l'approche morphologique des formes urbaines. Les dimensions de celles-ci sont plus complexes que ne l'affirme une lecture des relations villes-campagnes qui retient surtout la forme, par exemple les concepts de "mégapoles", de "villes diffuses", "d'archipels" etc. Les mégapoles du Sud ne

correspondent pas à la notion de "ville diffuse" telle que théorisée au Nord comme ultime étape de la "ville globale" et de "l'hypermodernité". En filigrane des apparences informelles, ces immenses conurbations articulent des espaces ruraux urbanisés et des espaces urbains ruralisés, dans une continuité qui n'empêche pas une grande diversité. Malgré la densité d'occupation de l'espace, de nombreuses parties de la ville présentent l'image de "villages réinventés" aux caractéristiques hybrides. Dans de nombreuses conurbations, l'expansion d'une nouvelle agriculture urbaine correspond aux traits originaux de l'agriculture paysanne, mais adaptée à un nouveau contexte géographique. L'enjeu du développement urbain durable est de recréer une "ville dense" d'un nouveau type. Les pratiques informelles des acteurs populaires ont déjà réinventé souvent les contours des composantes populaires de la "ville dense future". On ne pourra certainement plus anéantir ce type d'occupation spatiale au nom de "l'hygiénisme urbain", comme cela a été fait dans le passé¹⁷.

Une seconde perspective s'appuie sur les innombrables expériences révélées par les pratiques des populations locales qui, dans les vingt dernières années, font implicitement appel à une complémentarité entre différents types d'initiatives associatives informelles. Elles montrent que la production de l'identité culturelle ne peut être viable que sur base d'une construction de la sécurisation matérielle. Les besoins vitaux (habitat, transport, alimentation, environnement naturel et symbolique) sont des composantes nécessaires de la production du territoire, de l'identité, et d'une forme viable de lien social. C'est à ce niveau que se situe l'enjeu de la consolidation d'un secteur d'économie associative au Sud. Dans la plupart des micro-régions, des quartiers populaires urbains et des villages, il y a place pour la consolidation ou la mise en œuvre d'un large secteur d'économie associative, basé sur la mobilisation des ressources locales pour les besoins locaux, à travers l'organisation auto-contrôlée des populations locales.

¹⁷ Cet acquis recrée les conditions sociales de la morphologie de la "ville médiévale" (européenne, arabe ou asiatique), caractérisée par la mixité des fonctions, la prédominance des activités productives et marchandes de taille locale, la circulation piétonnière, le rôle des transports collectifs de surface, tout en n'excluant pas la production symbolique ou la recherche esthétique dans les lieux publics, et la réinvention d'une monumentalité adaptée aux dimensions nouvelles de "villes denses" de dix ou quinze millions d'habitants.

Dans cette perspective, on doit souligner l'importance particulière d'un secteur d'économie associative agro-alimentaire pouvant faire contrepoids aux acteurs dominants du secteur agro-alimentaire capitaliste globalisé¹⁸.

Une troisième perspective concerne la place du local dans la reconstruction d'un État et d'une "démocratie substantive" pouvant s'opposer à l'hégémonie des acteurs de "l'économie politique de l'inégalité". L'importance donnée au local-territorial n'est pas une finalité en soi. Le thème de la sécurisation est au coeur d'une réappropriation par une collectivité donnée des moyens d'un auto-contrôle social au coeur d'un projet de "démocratie substantive" (Gathii, 2000). Cela suppose une approche qui incorpore clairement l'interaction entre la personnalité collective et l'aspect territorial dans la production de l'identité, et montre de manière concrète que le développement s'occupe essentiellement d'acteurs collectifs, et de la production des conditions de l'action collective dans des contextes spatiaux et historiques concrets¹⁹.

L'importance donnée au local-territorial renvoie au problème de la construction de nouveaux rapports de force entre les "acteurs du bas" défendant des lieux de vie, et les acteurs dominants voyant dans les ressources locales des gisements de profit. On doit insister sur l'importance, du point de vue du développement, de considérer la hiérarchie nécessaire d'institutions supra-locales, dans l'esprit d'un appui multiforme à la reconstruction du lien social et de l'identité au niveau des "territoires de vie". Sans doute les régions au niveau sous-national constituent le niveau le plus approprié pour une politique visant à une reconstruction de territoires viables et durables. Elles peuvent à la fois entreprendre des politiques intégrées à une échelle territoriale appropriée, tout en menant des politiques de coopération et de complémentarité avec d'autres régions. De cette manière, le politique peut chercher à ré-encadrer l'économique dans des contextes sociaux

¹⁸ Un réseau dense d'organisations d'économie associative, coopératives et mutuelles, permet de consolider les initiatives associatives informelles en respectant l'esprit, la nature de leurs pratiques, en élargissant le champ d'action et en favorisant la complémentarité entre les activités agricoles, non agricoles, les caisses d'épargne et de crédit, les mutuelles, les coopératives de producteurs et de consommateurs, etc. Dans le domaine agro-alimentaire, il faut un changement d'attitude des États : a) la reconsidération des politiques agricoles orientées d'abord vers le soutien aux grands opérateurs du système agro-alimentaire, b) la mise en place de systèmes de protection adaptés à la promotion d'une alimentation de qualité accessible aux plus larges couches de la population des territoires concernés, et basée d'abord sur la mise en œuvre des ressources de ces territoires (Laville, 2010 ; Watts, Ilbery, Maye, 2005 ; Amin, Cameron, Hudson, 2002 ; Peemans et Laurent, 1998).

¹⁹ À partir de ces pratiques, on peut proposer une redéfinition du développement. Il peut être vu comme le processus durable de construction et de gestion d'un territoire, à travers lequel la population de ce territoire définit, au moyen d'un pacte socio-politique et de la mise en place d'un cadre institutionnel approprié au contexte, son rapport à la nature et à son mode de vie, consolide les liens sociaux, améliore son bien-être et construit une identité culturelle qui a sa base matérielle dans la construction de ce territoire. Si cette définition a un aspect normatif indéniable, elle a également une dimension positive, dans la mesure où elle renvoie par sa nature même à l'observation de la réalité (Peemans, 2002, 477).

et culturels qui l'inscrivent dans une continuité historique, et dans des projets d'échelle maîtrisable par les diverses catégories d'acteurs pour définir leurs choix. La dimension territoriale est importante pour reconstruire une "démocratie substantive" face aux apories de la "démocratie formelle" devenue un appendice de la rhétorique du tout au marché (Hadjimichalis and Hudson, 2006 ; Lacy, 2000 ; Smouts, 1999). Le contexte territorial est associé aux critères de proximité des acteurs concernés et à la diversité des expériences, face aux logiques d'uniformisation et de dé-territorialisation qui sont au cœur des stratégies de domination des acteurs globaux. On ne peut donc pas avoir une vue idyllique du "territoire" et de la "région", d'autant plus que leurs compétences actuelles sont souvent le résultat de processus de décentralisation (au Nord) ou d'ajustement (au Sud) ayant visé un transfert de compétences de l'État-nation centralisé, pour réduire ses coûts de fonctionnement et ses interventions sociales au nom de la "subsidiarité" ou de la "gouvernance". Dans l'Union européenne, la revitalisation de la dimension régionale comme axe du développement durable permettrait sans doute de fournir des pistes de sortie aux menaces d'une crise structurelle permanente, dérivée du seul attachement à définir un espace européen en termes de concurrence et de compétitivité. De nombreuses études réalisées dans le cadre des programmes *Leader* et *Urban* ont montré toutes les potentialités inutilisées de la rénovation urbaine et d'une redéfinition des rapports urbain-rural en terme de territoires à construire comme "lieux de vie" de qualité (Feagan, 2007 ; Hadjimichalis and Hudson, 2007). On peut, par ailleurs, penser que dans une grande majorité des pays du Sud, la légitimation, ou la relégitimation, de l'État passera par une capacité de mettre en place des institutions d'appui à des chartes locales de développement²⁰, permettant à la plus grande majorité possible d'associations citoyennes et de collectivités locales, d'élargir la sphère de leurs droits économiques et sociaux, à travers la construction d'un secteur économique associatif, capable de faire contrepoids au monopole du secteur privé d'accumulation. C'est un enjeu significatif du "développement réel", c'est-à-dire l'articulation problématique,

²⁰ L'élaboration de chartes locales et régionales de "développement durable" constitue un instrument de mise en œuvre des droits positifs, comme droits collectifs liés à la construction matérielle de territoires, base d'identités culturelles diverses. Dans cette optique, le développement, conçu comme une reconstruction de l'espace public et des libertés collectives, suppose l'incorporation d'objectifs diversifiés ne se résumant pas à une comptabilité en termes de croissance. Les municipalités, les pouvoirs locaux et régionaux peuvent mettre en œuvre des partenariats avec les organisations associatives de producteurs. Cette matérialisation de la "gouvernance associative" est en soi une reconstruction d'une nouvelle base du politique et donc de l'État. Dans la mesure où les activités de développement durable se matérialisent surtout au niveau local et régional infra-national, le rôle de l'État devrait être de les protéger par voie réglementaire et de leur garantir l'accès aux ressources permettant leur mise en œuvre. Les acteurs du développement local et de l'économie associative doivent être soutenus prioritairement par l'État-Nation, par tous les moyens possibles.

pour les générations à venir, entre une "sphère d'économie populaire" qui cherche la sécurisation des conditions de la reproduction d'une vie décente, et la "sphère de l'accumulation" qui repose sur l'exploitation de ses ressources humaines, la fragilise et l'insécurise, sans parvenir à l'absorber ni à la détruire.

Tout cela n'a rien d'utopique, ni de révolutionnaire. Il y a près de vingt ans, ces objectifs se trouvaient déjà exprimés dans les "Agendas 21 locaux" élaborés dans le sillage de la Conférence de Rio. Ils ont donné lieu à quelques expériences locales intéressantes. Mais, comme beaucoup d'autres thèmes prometteurs, ils ont été progressivement récupérés dans le "mainstream" du consensus de Washington, dilués dans des initiatives marginales ou folkloriques, voire carrément détournés par l'idéologie des "territoires gagnants" cherchant seulement à donner un signal fort capable d'attirer le regard des acteurs globaux. Il est important que les études de développement contribuent à réactualiser ces thèmes et ces objectifs, et cessent de se focaliser sur les rapports problématiques à l'échelle globale entre croissance et réduction de la pauvreté, ou entre croissance et environnement, sur les apories de la croissance, voire de la décroissance verte, ou sur les mérites respectifs de l'État et du Marché, ou encore sur les promesses d'autres modernités à venir, malgré les avatars des modernisations réelles (Stewart, 2009 ; Woolcock, 2009).

C'est pour contribuer à cet effort qu'on a tenté de montrer ci-dessus qu'une prise en considération sérieuse des rapports passés et présents entre héritage historique, conflits d'acteurs, et construction de territoires de vie, pourrait peut-être aider à redéfinir les contours d'une "autre économie politique du développement durable", dans les Nord et les Suds.

BIBLIOGRAPHIE

- ABU-LUGHOD J. (1989) *Before European Hegemony, The World System A. D. 1250-1350*, Oxford, Oxford University Press.
- AKRAM-LODHI A. (2008) (Re)imagining Agrarian Relations? The World Development Report 2008: Agriculture for Development, *Development and Change*, 39(6), 1145-1161.
- AMANOR K. J. (2009) Global Food Chains, African Smallholders and World Bank Governance, *Journal of Agrarian Change*, Vol. 9, n° 2, April, 247-262.
- AMIN A. CAMERON A., HUDSON R. (2002) *Placing the Social Economy*, London, Routledge.
- ASCHER F. (2004) *Les nouveaux principes de l'urbanisme*, La Tour d'Aigues, Éd. de l'Aube.
- ASCHER F. (1995) *Metapolis ou l'avenir des villes*, Paris, Éditions Odile Jacob.
- BANQUE MONDIALE (2008) *Rapport sur le développement dans le Monde. L'Agriculture au service du Développement*, version française, Washington, (cité RDM 2008).
- BARAN P. (1957) *The Political Economy of Growth*, New York, Monthly Review Press.
- BAYLY C. A. (2006) *La naissance du monde moderne (1780-1914)*, Paris, Les Éditions de l'Atelier.

- BECCATINI G. (1990) The Marshallian District as a Socio-Economic Notion, in Pyke F., Beccatini G., Senberger W. (eds), *Industrial districts as Inter-Firms Cooperation in Italy*, Geneva, International Institute for Labor Studies, 37-51.
- BIN WONG R. (1999) *China Transformed, Historical Change and the Limits of European Experience*, Ithaca, Cornell University Press.
- BRAUDEL F. (1985) *La dynamique du capitalisme*, Paris, Arthaud.
- BRAUDEL F. (1979) *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, Tome II, Les jeux de l'échange, Paris, A. Colin.
- CASTELLS M. (1989) *The Information City: Information Technology, Economic Restructuring and the Urban-Regional Process*, Basil Blackwell, Oxford.
- CHATTERJEE P. (2008) Peasant cultures of the twenty first century, *Inter-Asia Cultural Studies*, Volume 9, 1, 116-126.
- CHATURVEDI V. (2000) *Mapping Subaltern Studies and the Postcolonial*, London, Verso.
- CHAUDHURI K. (1990) *Asia Before Europe, Economy and Civilization in the Indian Ocean from the Rise of Islam to 1750*, Cambridge, Cambridge University Press.
- CRAIG D., PORTER D. (2006) *Development Beyond Neoliberalism? Governance, Poverty Reduction and Political Economy*, London, Routledge.
- DE VRIES J. (1994) The Industrial Revolution and the industrious revolution, *Journal of Economic History*, 54, 240-270.
- EISENSTADT S. (1966) *Modernization, Protest and Change*, Prentice Hall, Englewood.
- FEAGAN R. (2007) The place of food: mapping out the 'local' in local food systems, *Progress in Human Geography* 31(1), 23-42.
- FEI J., RANIS G. (1964) *Development of the Labour Surplus Economy, Theory and Policy*, New Haven, Yale University Press.
- FRIEDMANN J. (1986) The World City Hypothesis, *Development and Change*, 17, 1, 69-83.
- GATHII J. T. (2000) Representations of Africa in Good Governance: discourse, policing and containing dissidence to neo-liberalism, Postcolonialism, Globalization and Law, Third World Legal Studies Association, Valparaiso University School of Law, 65-108.
- GUHA R., SPIVAK G. C. (1998) *Selected Subaltern Studies*, Oxford, Oxford University Press.
- HADJIMICHALIS C., HUDSON R. (2007) Rethinking Local and Regional Development, Implications for Radical Political Practice in Europe, *European Urban and Regional Studies*, 14, 99-113.
- HADJIMICHALIS C., HUDSON R. (2006) Networks, Regional Development and Democratic Control, *International Journal of Urban and Regional Research*, 30, 858-872.
- HARVEY D. (2009) Reshaping Economic Geography: The World Development Report 2009, *Development and Change*, 40(6), 1269-1277.
- HO S. (1984) Proto-industrialisation, proto-fabriques et désindustrialisation : une analyse économique, *Annales E.S.C.*, n°5.
- HYDEN G., BRATTON M. (1992) *Governance and Politics in Africa*, Lynne Rienner Publishers, Boulder.
- JONES E. L. (1968) Agricultural Origins of Industry, *Past and Present*, 40, 58-71.

- KNOX P., TAYLOR P. (eds.) (1995) *World Cities in a World-System*, Cambridge University Press, Cambridge.
- KOOLHAAS R. (1995) *Globalization*, S, M, L, XL, New York, Rotterdam.
- KOWALEWSKI D. (1997) *Global Establishment. The Political Economy of North Asian Networks*, New York, St Martin's Press.
- KRIEDTE P., MEDICK H., SCHLUMBOHM J. (1981) *Industrialization before Industrialization*, Cambridge, Cambridge University Press.
- KUMAR D. (ed.) (1983) *The Cambridge Economy History of India*, Vol. 2, Cambridge, 1757-1970.
- LACY W. (2000) Empowering communities through public work, science, and local food systems: revisiting democracy and globalization, *Rural Sociology*, 65, 3-26.
- LAVILLE J.-L. (2010) *Politique de l'association*, Paris, Éditions du Seuil.
- LIS C., SOLY H. (1979) *Poverty and Capitalism in Pre-Industrial Europe*, Bristol.
- Mac MICHAEL P. (2009) Banking on Agriculture: A Review of the World Development Report 2008, *Journal of Agrarian Change*, Vol. 9, n° 2, April, 235-246.
- MENDELS F. (1972) Proto-Industrialization: The first phase of the industrialization process, *Journal of Economic History*, 241-261.
- OGILVIE S. C., CERMAN M. (eds.) (1996) *European Proto-industrialization*, Cambridge, Cambridge University Press.
- OYA C. (2009) Introduction to a Symposium on the World Development Report 2008: Agriculture for Development?, *Journal of Agrarian Change*, Vol. 9, n°2, April, 231-234.
- PEEMANS J.-P. (2008) Territoires et mondialisation : enjeux du développement, *Alternatives Sud*, Vol.15, 1, 7-38.
- PEEMANS J.-P. (2004) Développement, identités culturelles, villes et territoires : quelques aspects Nord-Sud, in Declève B. et Hibo D. (eds.), *Développement territorial et mutations culturelles*, Louvain la Neuve, Presses Universitaires de Louvain, 27-47.
- PEEMANS J.-P. (2002) *Le développement des peuples face à la modernisation du monde*, Louvain-la-Neuve, Paris, Academia-Bruylant, L'Harmattan.
- PEEMANS J.-P. (2001) État, marché et enjeux d'un développement rural durable, Actes de la Conférence sur le renforcement de l'exploitation agricole familiale en Asie du Sud-Est, Université Nationale du Laos, Vientiane, 16-18 juillet, Fonds International de Coopération Universitaire, AUF éd., 55-84.
- PEEMANS J.-P. (1999) *Analyse comparative des processus de développement en longue période*, Louvain la Neuve, SPED, UCL.
- PEEMANS J.-P. (1995) Modernisation, globalisation et territoires : l'évolution des regards sur l'articulation des espaces urbains et ruraux dans les processus de développement, *Revue Tiers Monde*, Tome XXXVI, n°141, 17-41.
- PEEMANS J.-P., LAURENT P.-J. (1998) *Les enjeux d'une reconnaissance de la nature des pratiques d'économie sociale en Afrique*, Louvain-la-Neuve, Institut d'Études du Développement.
- PERLIN F. (1983) Proto-industrialization and pre-colonial South Asia, *Past and Present*, 98, 30-96.
- POLANYI K. (1957 réed.) *The Great Transformation, The Political and Economic Origins of Our Time*, Boston, Beacon Press.

- PUTNAM R. (1992) *Making Democracy Work, Civic Tradition in Modern Italy*, Princeton, Princeton University Press.
- RAHNEMA M., BAWTREE V. (1997) *The Post-Development Reader*, London, Zed Books.
- REID A. (1993) *Southeast Asia in the Age of Commerce, 1450-1680*, New Haven, Yale University Press, 2 vol.
- RIGG J., BEBBINGTON A. et al. (2009) The World Development Report 2009 'reshapes economic geography': geographical reflections, *Transactions of the Institute of British Geographers*.
- RIST G. (1996) *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses des Sciences Politiques.
- ROSTOW W. W. (1970) *The Stages of Economic Growth: a Non-Communist Manifesto*, Cambridge University Press.
- SABEL C., ZEITLIN J. (1985) Historical Alternatives to Mass Production: Politics, Markets and Technology in Nineteenth-Century Industrialization, *Past and Present*, 108, 133-176.
- SACHS J. (2005) *The End of Poverty, Economic Possibilities for Our Time*, Penguin Press.
- SASSEN S. (1991) *The Global City: New York, London, Tokyo*, Princeton University Press, Princeton, NJ.
- SMOUTS M.-C. (1999) Multilateralism from Below: a Prerequisite for Global Governance, in Schechter M. (ed.), *Future Multilateralism, The Political and Social Framework*, Macmillan, Basingstoke, 292-311.
- SPARKE M. (2006) Political geography: political geographies of globalization (2) – governance, *Progress in Human Geography*, 30, 357-372.
- STEWART F. (2009) Relaxing the shackles: the invisible pendulum, *Journal of International Development*, 21, 765-771.
- WALLERSTEIN I. (1984) *The Politics of the Capitalist World-Economy*, Cambridge, Cambridge University Press.
- WALLERSTEIN I. (1976) *The Modern World System: Capitalist Agriculture and the Origins of the European World Economy in the Sixteenth Century*, New York, Academic Press.
- WATTS D. C. H., ILBERY B., MAYE D. (2005) Making reconnections in agro-food geography: alternative systems of food provision, *Progress in Human Geography*, 29, 22-40.
- WOOLCOCK M. (2009) The next 10 years in development studies: From modernization to multiple modernities, in theory and practice, *European Journal of Development Research*, 21, 4-9.
- WORLD BANK (2009) *World Development Report 2009: Reshaping Economic Geography*, The World Bank, Washington DC.
- WORLD BANK (1992) *Governance and Development*, The World Bank, Washington DC.
